

JOURNÉE RÉGIONALE D'INFORMATION SUR LE RISQUE ALIMENTAIRE À SKIKDA

La wilaya en tête de liste en matière d'intoxication

La direction du commerce de la wilaya de Skikda et l'Association de protection et de défense du consommateur (Asprodec) ont organisé, lundi dernier, à la salle de conférences, une journée régionale d'information et de sensibilisation sur le risque alimentaire.

La manifestation, troisième du nom après celle de Sidi-Bel-Abbès, les 7 et 8 juin, et Tizi Ouzou, le 15 du mois en cours, a été rehaussée par la présence du secrétaire général du ministère du commerce, Telli Safi, des 4 directeurs généraux du contrôle économique et de la répression des fraudes, du commerce extérieur, de la réglementation et des activités commerciales et des laboratoires, de directeurs et sous-directeurs du même ministère et des directeurs du commerce de 16 wilayas de l'Est, dépendant des trois directions régionales de Sétif, Batna et Annaba.

L'assistance était composée également des présidents et directeurs de chambres du commerce de la région est, des associations activant dans le domaine de la protection et de défense du consommateur, de directions de la wilaya de Skikda impliquées dans les opérations de contrôle, tels la santé, l'hydraulique, l'environnement, ainsi que les bureaux d'hygiène communaux et de contrôle et de prévention au niveau de la direction des œuvres sociales.

Frappée du sceau réglementaire et sensibilisateur, elle a également développé un aspect didactique. Les informations fournies par les intervenants en matière de dangers alimentaires et des sources de contamination en sont les indicateurs les plus illustratifs. Dans le premier

cas, on en a identifié trois, physiques, chimiques et biologiques. En outre, il est fait référence, selon le diagramme d'Ishikawa, à 5 sources de contamination, appelées communément les 05 M : main-d'œuvre, méthode, milieu, matériel et milieu. Les lieux de contamination mis à l'index sont les restaurants collectifs, les fast-foods et lors des fêtes de mariage.

A l'échelle nationale, et selon une étude réalisée par les services compétents du ministère du Commerce, et ciblant 43 wilayas, il a été enregistré 3 250 cas d'intoxication alimentaire, dont 62% survenus lors des fêtes (mariage, circoncision et autres regroupements humains). Douze décès sont à signaler, dont 9 pour cause de champignons vénéneux, nouveauté de l'an 2008. Durant la même période, 900 000 interventions ont été effectuées par les brigades mixtes de contrôle et de répression des fraudes. Parmi elles, 295 440 liées à des risques alimentaires. Le nombre des infractions s'élève, quant à lui, à 67 882, soit 26% du taux global.

Par ailleurs, et selon une autre étude effectuée par la direction régionale du commerce, touchant les cinq wilayas qui lui sont affiliées, à savoir Annaba, Skikda, Guelma, Souk-Ahras et El-Tarf, on enregistre 339 cas d'intoxication alimentaire durant l'année 2008.

Skikda est en tête avec 131 cas, soit 29% du taux global.

Concernant l'année en cours, soit la période comprise entre janvier et mai, 68 cas ont été recensés, selon toujours l'étude. Le nombre impressionnant de restaurants à Skikda (2 197 sur 5 887 recensés sur les territoires des cinq wilayas susmentionnées) favorise le développement microbien et la prolifération des toxi-infections alimentaires collectives (les Tiac). C'est ce qui ressort des statistiques relatives à la situation commerciale y prévalant.

Le débat abordé dans la salle a été riche et diversifié. Une intervention a retenu l'attention. Il s'agit de celle du président de l'association de la cité Aïssa-Boukerma, dans laquelle il a été signalé une fuite d'eau, depuis trois années, toujours pas réparée par les services de l'Algérienne des eaux. Elle a, d'ailleurs, fait sortir de ses gonds Yahiaoui Mohand Ouali, directeur général chargé de la réglementation et des activités commerciales au niveau du ministère du Commerce, et qui, heureux hasard, fait partie également de la commission d'orientation de l'Algérienne des eaux. Il a tenté à sa manière, en brandissant chiffres et contraintes auxquelles est confrontée la société, de répondre à la préoccupation sans y arriver au bout du compte.

Les autres interventions ont porté sur la spécification et l'application de l'article 03 de la loi 09-03 portant protection du consommateur, la réactivation des bureaux d'hygiène communaux, la requalification et le perfectionnement des employés ayant un lien direct avec les produits alimentaires, l'assouplissement dans les

conditions d'exercice des activités commerciales et celui lié à l'application de l'amende de transaction.

Argument valable que celui brandi par un des intervenants, à savoir que l'intoxication alimentaire n'est pas une spécificité algérienne, elle touche aussi bien les Etats-Unis, 76 millions de cas, la France, 2 millions, et la Grande-Bretagne, 800 000, selon des statistiques de l'année précédente. Il n'en demeure pas moins que la sonnette ait été tirée à maintes reprises. Le rôle dévolu aux brigades mixtes de contrôle et particulièrement aux bureaux d'hygiène communaux, est devenu de plus en plus incontournable. Saison estivale oblige, l'apport indéniable de l'Asprodec est plus que vital et, comme son nom l'indique, protecteur. Associations à vos marques, comme l'a si bien souligné Saldja Chaâbane, président de l'Asprodec de Skikda. Le travail de proximité est le plus important.

La journée régionale d'information a été une occasion en or pour remettre les pendules à l'heure, en théorie pour le moment.

A notre humble avis, il manquait à cette assistance de premier choix un élément de taille : la personne, qui a, malveillance du commerçant, insouciance des organes de contrôle ou manque de vigilance de sa part, connu les affres des hospitalisations et contribué, à son insu, à gonfler les statistiques en la matière. On aurait dû penser à inviter quelques-unes, histoire d'enrichir le débat.

Zaid Zoheir

BEJAÏA

Retrait de confiance au maire de Tinebdar

Cinq membres sur les sept que compte l'assemblée populaire communale de Tinebdar ont décidé, à l'unanimité, samedi dernier, de retirer leur confiance au P/APC de ladite municipalité. Les cinq élus contestataires (3 FFS, 1 RCD et 1 ind) reprochent au maire élu sur une liste du RCD d'être «à l'origine de la situation de blocage» que vit leur municipalité depuis les dernières élections de novembre 2007. Dans une déclaration rendue publique, les élus protestataires, qui accusent le P/APC de gestion «unilatérale et anarchique» des affaires de leur cité, affirment avoir procédé «à la désignation d'un nouveau P/APC, et l'installation de deux adjoints et des commissions votées à l'unanimité des élus qui se sont engagés publiquement à mettre tout en œuvre pour le développement de la commune», lit-on dans le même document.

A. K.

Une vieille femme sauvagement assassinée à Chellata

Une vieille femme, âgée de 77 ans, a été cruellement assassinée ces derniers jours à Felhoune dans la commune de Chellata (Akbou). La victime qui vivait seule depuis la mort de son mari au village de Tala Wada (Chellata) a reçu, selon une source locale, plusieurs coups à l'arme blanche de ses bourreaux. Une enquête a été ouverte par les éléments de la brigade de Gendarmerie nationale de Chellata pour déterminer les circonstances exactes de cet abominable crime.

A. K.

PRODUCTION LAITIÈRE À TEBESSA Des perspectives prometteuses

La Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tébessa, sous l'égide de la DSA, a organisé, lundi, une journée d'étude sur la relance de la production laitière dans la wilaya.

Ont pris part à ce colloque des spécialistes dans le domaine de la région est du pays, notamment de l'Itevl Annaba, de la Cniaag Alger, l'Onil Alger et la Crma de Tébessa en présence des éleveurs de la région. Ont été passés en revue, la perspective de la production laitière dans la wilaya de Tébessa, la conduite d'élevage bovin, l'amélioration génétique de la vache laitière et le dispositif organisationnel de la filière lait et enfin les assurances agricoles. Au cours des débats, les éleveurs, malgré des entraves bureaucratiques soulevées, considèrent que ce rendez-vous constitue un déclic prometteur pour l'épanouissement de leurs activités.

Saâdallah Djamel

EL-TARF

Découverte d'un cadavre en état de décomposition avancé

Le cadavre d'une jeune femme, âgée de 25 ans, a été découvert cette semaine au niveau de l'endroit appelé communément Faïd Loghbar, dans la localité de Sidi Belgacem, relevant de la commune d'El-Tarf, a indiqué le chargé de la communication de la Protection civile, joint par téléphone. Et d'ajouter : «Le corps de la victime est en état de décomposition avancé, ce qui porte à croire que la personne est morte depuis au moins un mois.» Après une expertise des lieux par les éléments de la Gendarmerie nationale, qui ont ouvert, par ailleurs, une enquête pour connaître les circonstances exactes de cette mort et les probables commanditaires, le corps de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital d'El-Tarf.

Daoud Allam

COOPÉRATION ALGÉRO-FRANÇAISE

L'Afex convoite Constantine

Les opportunités qu'offre le grand projet de modernisation de la capitale de l'Est algérien n'ont pas laissé indifférents les Français qui, par le biais de l'association Architectes français à l'export (Afex), se sont entrevus il y a quelques jours avec les autorités locales pour discuter des possibilités de coopération.

L'association qui regroupe 180 membres (une centaine d'architectes en plus d'urbanistes, paysagistes, géomètres...) a, en effet, élargi à Constantine le colloque sur le thème «Construire ensemble, durablement», organisé, les 20 et 21 juin derniers à Alger, conjointement avec Ubifrance et avec l'apport de la mission économique française en Algérie.

Une «extension» qui avait pour raison la prospection de marchés au profit des agences françaises d'architecture. «Nous

avons surtout parlé des évolutions du cadre réglementaire et juridique d'exercice de la profession d'architecte et des possibilités de coopération en la matière. Une coopération que nous voulons orienter qualitativement», a déclaré Robert Lion de l'agence Agrisud, président de l'Afex, dans une conférence de presse tenue à la fin des pourparlers avec les officiels de Constantine et ponctuée par la présence du directeur de l'architecture auprès du ministère français de la Culture et de la Communication, M. Jean Gautier.

«Nous aurons peut-être à signer des contrats d'ici quelques mois», augurera-t-il, tout en exprimant son impression quant à la beauté du site. C'est une prise de contact, donc, que les membres de ce réseau de professionnels de la maîtrise d'œuvre souhaitent fructifier dans l'avenir. M. Robert Lion a également révélé que des discussions ont été entamées en marge du colloque susmentionné dans le but de conclure une convention entre les deux ordres nationaux d'architectes, algériens et français. Et même s'il ne s'est pas étalé sur les questions ayant

animé ces discussions, M. Lion a néanmoins évoqué un objectif d'échange.

Enfin, il convient de signaler que l'Afex est une association «créée il y 12 ans avec un fort soutien du ministère français de la Culture et de la Communication» dans le but, justement, de promouvoir le savoir-faire français. Elle a pour mission, entre autres, la mise en relation des clients internationaux avec les professionnels français et l'assistance à l'export pour ses membres et l'ensemble des architectes français.

En ce sens, elle publie une collection «Guides Export», des outils destinés à «aider les professionnels de la maîtrise d'œuvre à travailler à l'internationale, à structurer leurs activités à l'export et éviter les pièges et écueils inhérents à la réalisation de tout projet à l'étranger». Le colloque organisé à Alger et élargi à Constantine qui a connu la participation de sept agences affiliées à l'Afex serait, de ce fait, d'un grand éclairage. Autant dire qu'elle s'apprête à publier, fin 2009, un guide intitulé : Construire au Maghreb.

L. H.